**DÉCLARATION RESPONSABLE DU BÉNÉFICIERE**

Je soussigné(e), PRÉNOM ET NOM, en qualité de représentant(e) de NOM DE L’ENTITÉ, entité bénéficiaire de la candidature ACRONYME ET TITRE présentée dans le cadre du l´appel à microprojets.

 **DÉCLARE** que :

- NOM DE L'ENTITÉ remplit les conditions pour obtenir le statut de bénéficiaire.

-NOM DE L'ENTITÉ n'est pas soumis à l'une des interdictions d'obtenir la condition de bénéficiaire de subventions, conformément à l'article 13 de la loi espagnole 38/2003, du 17 novembre, *General de Subvenciones*.

-NOM DE L'ENTITÉ n'a pas demandé ou obtenu d'autres subventions ou aides pour financer cette action ou ce projet.

-NOM DE L'ENTITÉ respecte les exigences de la législation environnementale, la transparence, le fait de ne pas avoir été sanctionné en matière de travail, l'égalité entre hommes et femmes, les droits des LGTBI, la mémoire démocratique, les droits et garanties des personnes handicapées et l'emploi inclusif.

- Les impôts indirects FONT L´OBJET / NE FONT PAS L´OBJET d'une récupération ou d'une compensation par le NOM DE L'ENTITÉ.

- Si le demandeur est une entreprise privée :

o NOM DE L'ENTREPRISE répond à toutes les exigences de la législation environnementale en matière de traitement des déchets.

o NOM DE L'ENTREPRISE n'a pas été sanctionné par l'autorité compétente en matière de travail.

o NOM DE L'ENTREPRISE A REÇU/N´A PAS REÇU une aide soumise au règlement de minimis au cours de trois exercices financiers (l'exercice en cours et les deux précédents) pour un projet ou une action quelconque. En cas de réponse affirmative, complétez le tableau suivant :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Organisme octroyant la subvention | Titre de la subvention | Montant | Date d´octroi | Disposition réglementaire |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

- Si le demandeur est une autorité locale espagnole :

o NOM DE L'ENTITÉ est à jour dans l'obligation de rendre ses comptes devant l'organe de contrôle compétent de sa Communauté autonome respective, qu´elle a adopté des mesures de rationalisation des dépenses et a présenté des plans économico-financiers, au cas où ses comptes présenteraient des déséquilibres ou accumuleraient des dettes avec les fournisseurs.

- Le/la soussigné(e) peut engager financièrement l’entité ou s’engage à présenter, lors de la résolution du Comité Exécutif de la CTP, l’accord de l’organisme compétent pour engager financièrement l’entité, conformément au tableau budgétaire annexé à la présente déclaration.

- Les informations relatives à NOM DE l’ENTITÉ contenues dans le formulaire de candidature transmis via la plate-forme informatique sont véridiques et exactes.

- Les actions et activités de NOM DE L’ENTITÉ seront réalisées conformément aux conditions opérationnelles et financières établies dans la candidature (tableau des dépenses, détail des dépenses, tableau des recettes) et conformément aux règles de l'appel à projets.

- Tous les documents requis dans le texte de l'appel à projets en cas d'approbation de la candidature seront envoyés dans les délais requis en version originale papier par le Chef de file.

- NOM DE L’ENTITÉ agira conformément aux dispositions nationales applicables, notamment celles relatives aux marchés publics.

- La candidature respecte la réglementation et les principes de développement durable, d'égalité des chances, de non-discrimination et d'égalité entre hommes et femmes.

CLAUSE DE PROTECTION DES DONNÉES

Les données personnelles seront traitées par le Consorcio de la Communauté de Travail des Pyrénées.

Vos données personnelles seront traitées pour la gestion des subventions destinées à financer des microprojets de coopération territoriale entre partenaires appartenant à des territoires des États d'Espagne, de France et d'Andorre.

La licéité du traitement des données est l'"intérêt public" et l'"exercice de l'autorité publique", comme le prévoit l'article 6 du Règlement Général espagnol sur la Protection des Données.

Aucune donnée ne sera communiquée à des tiers, à moins que la loi ne l'y oblige.

Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de suppression et de portabilité des données ou de limitation et d'opposition à leur traitement auprès du Consorcio de la Communauté de Travail des Pyrénées, à l'adresse électronique protecciondedatos@ctp.org

À -----, le JOUR MOIS 2022.

SIGNATURE DU REPRÉSENTANT ET CACHET DE L'ENTITÉ